

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 15 au 19 juin 2026

Southern Africa

- Telecom Namibia, Angola Telecom and SATCAB strengthen regional digital integration through SARSSy submarine cable interconnection with Google's Equiano cable.
- S&P assigned BBB+ with a stable outlook to Afreximbank, reinforcing investor confidence despite recent disagreements among major rating agencies over the bank's risk profile.

South Africa

- South Africa's retail sales increased by 1.3% year-on-year in April 2026, showing that household spending remained relatively resilient despite economic uncertainty and higher living costs.
- Annual inflation accelerated to 4.5% in May, mainly due to higher fuel, transport, housing, and utility costs, although falling oil prices could reduce future inflation pressures.
- Democratic Alliance reshuffles its government team within the Government of National Unity, with Willie Aucamp expected to replace John Steenhuisen as Agriculture Minister and Steenhuisen moving to a deputy ministerial role.
- Durban and Coega ports record strong improvements in the 2025 Container Port Performance Index, while Cape Town remains among the weakest-performing ports.
- France's Treasury grants EUR 650,000 to support a cooperation program between RTE International and NTCSA, aimed at strengthening South Africa's electricity grid resilience and facilitating renewable energy integration.

Botswana

- Botswana's inflation rose to 10.7% in May, while the central bank kept its policy rate at 5.5%, expecting inflation to remain high in the short term before easing in 2027.

Angola

- Angola secured a EUR 340 million financing agreement with BBVA to refinance part of its external commercial debt under more favorable conditions.
- Nearly 95% of public contracts were awarded through simplified or emergency procedures, highlighting Angola's continued reliance on non-competitive procurement methods.
- Just 28% of Angolan households believe they are currently able to save money, although consumer confidence has improved for the fifth consecutive quarter.
- The government raised diesel prices by 5%, continuing its gradual fuel subsidy reform while seeking to limit social tensions.
- Equinor agreed to acquire a 30% stake in Angola's offshore Block 16/21, demonstrating continued international interest in the country's oil sector.
- The Cabinda refinery completed its first export of refined petroleum products, marking the start of its commercial operations and supporting Angola's refining ambitions.
- Eutelsat renewed a multi-year agreement with Mercury to expand low-latency satellite connectivity services for businesses, government agencies, and offshore operators in Angola.

Namibia

- The IMF noted that Namibia's economy remains resilient but faces structural challenges such as unemployment and inequality, while forecasting moderate growth of 2.1% in 2026.
- The Bank of Namibia increased its key interest rate to 6.75% and raised its inflation forecast, citing higher energy prices and growing inflationary pressures.
- The United States shows growing interest in Namibia's uranium to diversify supply chains and reduce China's influence in critical mineral markets.

Zimbabwe

- Zimbabwe is negotiating a USD 150 million loan from the African Development Bank as part of broader efforts to clear debt arrears and regain access to international financial markets.

Le chiffre à retenir

4,5 %

L'inflation des prix à la consommation en Afrique du Sud a atteint 4,5 % en glissement annuel en mai, après +4,0 % en avril.

A LA UNE - Possible remaniement des ministres de la Democratic Alliance au sein du gouvernement d'unité nationale

Récemment élu à la tête du parti, Geordin Hill-Lewis souhaite imposer un remaniement des équipes ministérielles de la *Democratic Alliance* (DA) au sein du *Gouvernement d'unité nationale* (GNU). Il a ainsi demandé au président Cyril Ramaphosa de nommer Willie Aucamp en tant que ministre de l'Agriculture, en remplacement de John Steenhuisen (ex-leader du parti), qui devrait devenir vice-ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence. La décision finale appartient toutefois au président, seul habilité à procéder aux nominations ministérielles.

Actuel ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement, Willie Aucamp hériterait d'un portefeuille confronté à la crise persistante de la fièvre aphteuse (*foot and mouth disease*). Selon la DA, sa priorité immédiate sera de régler les procédures judiciaires en cours liées à cette maladie et d'accélérer l'ouverture de nouveaux marchés pour les exportations agricoles sud-africaines.

Ce remaniement s'inscrit dans une réorganisation plus large de l'équipe gouvernementale de la DA. David Maynier, ministre de la province du *Western Cape* chargé de l'Education, est pressenti pour succéder à Willie Aucamp au ministère des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement, tandis qu'Alexandra Abrahams, vice-ministre du Commerce, Yusuf Cassim, président provincial de la DA dans l'*Eastern Cape* et Jack Bloom, membre de l'Assemblée de la province du Gauteng, devraient également intégrer l'équipe gouvernementale au niveau national.

Sommaire :

Afrique Australe

- Accord pour développer et interconnecter les câbles internet sous-marins SARSSy et Equianod
- S&P attribue la notation BBB+ à Afreximbank, en catégorie d'investissement

Afrique du Sud

- Les ventes au détail progressent de 1,3 % sur un an en avril
- L'inflation annuelle accélère à 4,5% en mai
- Remaniement au sein de la Democratic Alliance dans le gouvernement d'union
- Forte amélioration de la performance des ports de Durban et Coega
- Subvention française pour une coopération entre RTE et la NTCSA afin de moderniser le réseau électrique et intégrer les énergies renouvelables

Botswana

- L'inflation accélère à 10,7 % en mai, la banque centrale maintient son taux à 5,5 %

Angola

- L'Angola refinance une partie de sa dette commerciale extérieure avec l'appui du Groupe Banque mondiale.
- Marchés publics : les procédures dérogatoires dominent toujours largement
- Seuls 28 % des ménages angolais estiment pouvoir épargner
- Nouvelle hausse du diesel dans la poursuite de la réforme des subventions
- Equinor rejoint TotalEnergies sur le bloc offshore 16/21
- La raffinerie de Cabinda réalise sa première exportation de produits raffinés
- Eutelsat consolide sa présence en Angola avec Mercury

Namibie

- Le FMI publie sa revue Article IV
- La banque centrale relève son taux directeur à 6,75 % et revoit à la hausse ses prévisions d'inflation
- Intérêt accru des États-Unis pour l'uranium namibien

Zimbabwe

- Le Zimbabwe sollicite 150 M USD auprès de la BAFD pour accélérer la résolution de son défaut de dette

Afrique australe

Telecom Namibia, Angola Telecom et SATCAB accélèrent l'intégration numérique régionale

À l'occasion du forum ANGOTIC à Luanda, Telecom Namibia, Angola Telecom et SATCAB ont signé un accord-cadre de services (MSA) portant sur l'exploitation conjointe du câble sous-marin SARSSy et son interconnexion avec le câble Equiano de Google.

Prévu pour une durée de 25 ans, l'accord prévoit que Telecom Namibia fournisse une capacité initiale dédiée de 1 Tbps sur Equiano, dont le point d'atterrissage se situe au Hage Heights Data Center de Swakopmund. L'opérateur hébergera également les équipements d'Angola Telecom afin d'assurer l'interconnexion des infrastructures. Développé par Angola Telecom avec l'appui technique de SATCAB, le projet SARSSy vise à renforcer la résilience et la redondance des réseaux régionaux tout en diversifiant les routes internationales de données sur la côte ouest-africaine.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie d'intégration numérique régionale et de souveraineté technologique. Elle consolide le rôle de la Namibie comme hub de connectivité atlantique.

S&P attribue la notation BBB+ à Afreximbank, en catégorie d'investissement

S&P Global Ratings a attribué la note de long terme BBB+, assortie d'une perspective stable, à l'*African Export-Import Bank* (Afreximbank), confirmant ainsi la classification de sa dette en « catégorie d'investissement » et renforçant la confiance des investisseurs. Cette décision intervient quelques mois après la dégradation de la banque par Fitch en catégorie spéculative, dans un contexte de

désaccord marqué entre agences de notation. S&P rejoint ainsi l'évaluation plus favorable de Moody's.

L'agence se distingue notamment de Fitch dans son analyse de l'exposition d'Afreximbank aux restructurations de dettes souveraines en Afrique. Elle souligne que près de 80 % du portefeuille de la banque est composé de prêts au secteur privé, ce qui réduit, selon elle, le poids de la question du statut de créancier privilégié dans son analyse de crédit. S&P met toutefois en garde contre certains risques résiduels, notant que l'exposition d'Afreximbank dans des pays engagés dans un processus de restructuration au sein du Cadre commun pourrait peser sur la qualité des actifs.

Afrique du Sud

Les ventes au détail progressent de 1,3 % sur un an en avril

Selon l'agence nationale des statistiques StatsSA, les ventes au détail ont augmenté de 1,3 % sur un an au mois d'avril 2026, après une hausse de 2,5 % en mars. Cette progression a été principalement tirée par les « autres détaillants », dont les ventes ont augmenté de 5,0 % (soit une contribution positive de 0,6 point), les détaillants en « mobilier, appareils et équipements ménagers », en hausse de 8,8 % (soit une contribution de +0,4 point), ainsi que les détaillants généraux (notamment les pharmacies et commerces de produits médicaux, ainsi que les magasins d'alimentation et de boissons), dont les ventes ont progressé de 0,9 % (soit une contribution de +0,4 point). Ces données suggèrent que la consommation des ménages est restée résiliente dans le secteur du commerce de détail, malgré la hausse du coût de la vie et un contexte économique toujours incertain.

L'inflation annuelle accélère à 4,5% en mai (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation a atteint 4,5 % en glissement annuel en mai, après +4,0 % en avril. Les principaux contributeurs à la hausse des prix ont été le logement et les services publics (+5,3 %, soit une contribution de +1,3 point à la hausse globale des prix), les transports (+9,4 %, soit une contribution de +1,3 point), ainsi que les assurances et services financiers (+5,7 %, soit une contribution de +0,6 point). Cette accélération s'explique notamment par la forte augmentation des prix du carburant (+28,7 % en g.a. en mai), dans le contexte de la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran. Des espoirs de désescalade ont toutefois émergé après la signature d'un mémorandum d'entente entre les États-Unis et l'Iran. Le Brent est ainsi tombé jusqu'à 77,75 USD le baril mercredi, soit plus d'un tiers en dessous de son pic du mois d'avril. Cette baisse des prix du pétrole suggère que l'inflation pourrait atteindre un pic plus bas que prévu, et laisse entrevoir la possibilité que la South African Reserve Bank (SARB) adopte une posture moins restrictive lors de sa prochaine réunion de juillet, en maintenant ses taux plutôt qu'en procédant à la hausse de 25 points de base anticipée jusque-là. Pour mémoire, la banque centrale a relevé son taux directeur à 7 % lors de sa réunion de mai, après la publication de données montrant une accélération de l'inflation à 4 % en avril, contre 3,1 % en mars, franchissant ainsi son nouvel objectif de 3 %.

La performance des ports de Durban et Coega (Port Elizabeth) en forte progression

Les ports sud-africains de Durban et de Coega (Port Elizabeth) figurent parmi les infrastructures portuaires ayant enregistré les plus fortes améliorations au monde selon l'édition 2025 du Container Port

Performance Index (CPPI), publié par la Banque mondiale et S&P Global. Durban a progressé de 52 places pour atteindre le 55e rang mondial, tandis que Coega a gagné 103 positions pour se hisser au 70e rang. Ces résultats marquent un net redressement après plusieurs années de contre-performances qui avaient placé plusieurs ports sud-africains parmi les moins efficaces du monde.

Cette amélioration s'explique notamment par la réduction des temps d'attente des navires, l'amélioration de la disponibilité des équipements portuaires et les premiers effets des réformes engagées par l'opérateur public Transnet. À Durban, le nombre de navires en attente est tombé à zéro à certaines périodes de l'année, contre une vingtaine auparavant, tandis que les temps de rotation ont été sensiblement réduits. Les investissements réalisés dans les équipements ainsi que l'ouverture progressive de certaines activités au secteur privé ont également contribué à ces gains de productivité. Pour rappel, Transnet a signé un accord de concession pour le co-développement et la gestion du terminal 2 avec le groupe philippin International Container Terminal Services (ITCSI).

Toutefois, cette dynamique ne concerne pas l'ensemble du système portuaire sud-africain. *Le port du Cap a de nouveau été classé parmi les moins performants au monde dans l'édition 2025 du CPPI, poussant les autorités municipales à réclamer une accélération des réformes de Transnet et une implication accrue du secteur privé dans la gestion portuaire.* La ville estime que les retards opérationnels et les problèmes persistants d'équipements continuent de pénaliser le commerce et la croissance économique régionale. Des perturbations météorologiques ont aussi impacté l'activité du port cette année.

La Direction Générale du Trésor française octroie une subvention de 650 000 EUR pour un programme de

coopération technique de deux ans entre RTE international (RTEi) et la National Transmission Company South Africa (NTCSA).

Cette collaboration entre la filiale de conseil du gestionnaire français du réseau de transport d'électricité à haute tension RTE et l'opérateur du réseau de transport sud-africain créé lors de la restructuration d'Eskom a été signée ce mercredi 17 juin en marge de l'*Africa Energy Forum* au Cap.

Cette subvention de l'AFD supportée par la Direction Générale du Trésor (DG Trésor) vise, pour une durée de deux ans, à promouvoir le transfert de savoir-faire et la coopération technique pour renforcer la résilience du réseau face à l'intégration croissante des énergies renouvelables variables dans le secteur électrique sud-africain. À travers des échanges d'experts, des ateliers, des missions d'étude et des projets pilotes, le programme porte notamment sur l'intégration des énergies renouvelables et la stabilité du système électrique, ainsi que sur l'intelligence artificielle, l'analyse avancée des données, les technologies HVDC (transport en courant continu à haute tension) et les télécommunications.

Cet accord intervient alors que le pays s'est engagé, dans le cadre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), à décarboner son mix électrique encore dominé par le charbon. Pour y parvenir, la NTCSA planifie d'intégrer 56 GW de nouvelles capacités de production majoritairement renouvelables d'ici 2034, ce qui implique la construction de plus de 14 000 km de lignes à haute tension et l'installation de 170 transformateurs.

Botswana

L'inflation accélère à 10,7 % en mai, la banque centrale maintient son taux à 5,5 % (StatsBots)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsBots), l'inflation a poursuivi sa hausse en mai, atteignant +10,7 % en glissement annuel, contre +10,3 % en avril. Elle reste ainsi largement au-dessus de l'objectif de moyen terme fixé entre 3 % et 6 %. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « transports », en forte progression de 28,6 % (soit une contribution positive de 7,4 points), les « biens et services divers » (+11,1 %, soit une contribution de +1,1 point), et l'« alimentation et les boissons non alcoolisées » (+5,7 %, soit une contribution de +0,9 point).

En parallèle, le 18 juin, la Banque centrale du Botswana a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 5,5 %, après deux hausses successives en octobre 2025 (+160 points de base) et en avril 2026 (+200 points de base). Selon son gouverneur, Lesego Moseki, l'inflation devrait rester élevée à court terme, en moyenne autour de 9 % en 2026, avant de ralentir à 5,5 % en 2027.

Angola

L'Angola refinance une partie de sa dette commerciale extérieure avec l'appui du Groupe Banque mondiale.

Par le décret présidentiel n° 234/26 du 17 juin, les autorités ont autorisé la conclusion d'un accord de financement de 340 M€ avec la banque espagnole BBVA afin de procéder au remboursement anticipé de créances de dette commerciale extérieure. L'opération bénéficiera de la couverture de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), deux entités du Groupe Banque mondiale. Bien que les créanciers concernés n'aient pas été précisés, cette opération s'inscrit vraisemblablement dans une stratégie de gestion active de la dette visant à améliorer son profil, en substituant à des financements commerciaux existants un prêt bénéficiant de conditions plus

favorables grâce à la garantie des institutions multilatérales.

Marchés publics : les procédures dérogatoires dominant toujours largement

Selon le Service national des marchés publics (SNCP), les procédures simplifiées ont représenté 93,9 % de la valeur des marchés attribués en avril 2026, soit 1 365 Md AOA (1,3 Md€) sur un total de 1 453 Md AOA (1,38 Md€). En incluant les procédures d'urgence, près de 95 % des contrats ont été attribués en dehors des mécanismes classiques de mise en concurrence. Si la part des appels d'offres publics a progressé en mai pour atteindre 17,3 %, cette évolution a été compensée par une forte hausse des procédures d'urgence. Ces chiffres illustrent, une fois de plus, le recours structurel de l'administration angolaise aux procédures exceptionnelles.

Seuls 28 % des ménages angolais estiment pouvoir épargner

Selon l'Indicateur de Confiance des Consommateurs (ICC) publié par l'Institut national de la statistique (INE), seuls 28 % des ménages angolais considèrent qu'ils ont actuellement la capacité d'épargner, tandis que 66 % déclarent ne pas être en mesure de mettre de côté une partie de leurs revenus. Cette situation se reflète également dans les projets d'investissement des ménages : 62 % des personnes interrogées n'envisagent pas l'achat d'un véhicule au cours des deux prochaines années et 40 % ne prévoient ni d'acquérir ni de construire un logement. Malgré ces contraintes, l'enquête fait apparaître une amélioration de la confiance des consommateurs pour le cinquième trimestre consécutif. Les ménages anticipent une amélioration de leur situation financière, une baisse de l'inflation et une évolution plus favorable du marché du travail au cours des douze prochains mois.

Nouvelle hausse du diesel dans la poursuite de la réforme des subventions

Le gouvernement a relevé le prix du gasoil de 400 à 420 AOA par litre à compter du 13 juin, poursuivant ainsi la libéralisation progressive des prix des carburants engagée depuis 2023. Cette augmentation, limitée à 5 %, apparaît toutefois modérée au regard des précédents ajustements et pourrait refléter la volonté des autorités de limiter les risques de tensions sociales tout en poursuivant l'assainissement budgétaire.

Equinor rejoint TotalEnergies sur le bloc offshore 16/21

Le groupe norvégien Equinor a conclu un accord portant sur l'acquisition de 30 % du bloc offshore 16/21, actuellement détenu à 100 % et opéré par TotalEnergies. L'opération, soumise à l'approbation des autorités angolaises, illustre l'attractivité persistante du secteur pétrolier angolais et la stratégie de partage des risques d'exploration entre majors internationales. Elle s'inscrit dans les efforts de l'Angola pour soutenir ses objectifs de production d'hydrocarbures.

La raffinerie de Cabinda réalise sa première exportation de produits raffinés

La raffinerie de Cabinda a effectué sa première exportation de fioul lourd (HFO), portant sur 17 311 barils, marquant son entrée en phase d'exploitation commerciale. Cette unité, qui produit également du gazole et du carburant aviation destinés au marché intérieur, exportera principalement du fioul lourd et du naphta. Les autorités angolaises estiment que cette mise en service contribuera à renforcer les capacités nationales de raffinage, à réduire progressivement la dépendance du pays aux importations de produits pétroliers raffinés et à soutenir l'ambition de l'Angola de devenir un pôle régional de

transformation et de distribution de produits pétroliers. Cette première exportation constitue une étape supplémentaire dans la stratégie de développement du secteur aval pétrolier, aux côtés des projets de modernisation de la raffinerie de Luanda et de construction de la raffinerie de Lobito.

Eutelsat consolide sa présence en Angola avec Mercury

Eutelsat et Mercury ont renouvelé pour plusieurs années leur partenariat commercial en Angola dans le domaine des services satellitaires en orbite basse (LEO). Cet accord, d'un montant de plusieurs millions d'euros, permettra de poursuivre le déploiement de solutions de connectivité à faible latence auprès des entreprises, administrations et acteurs du secteur offshore, sur un marché africain en forte croissance.

Namibie

Le FMI publie sa revue Article IV (FMI)

Le FMI a publié son examen annuel au titre de l'Article IV sur la Namibie, notant la résilience globale de l'économie face aux tensions commerciales mondiales, mais une croissance insuffisante pour réduire durablement le chômage, les inégalités et la pauvreté. La croissance du PIB réel a ralenti à 1,7 % en 2025, reflétant une économie peu diversifiée et fortement dépendante des minerais, tandis que le chômage des jeunes reste élevé. Bien que l'inflation ait reculé et que les comptes extérieurs bénéficient des exportations de matières premières et de l'augmentation des investissements directs étrangers, notamment dans le pétrole et le gaz, ces dynamiques restent peu créatrices d'emplois. Le FMI prévoit une reprise modérée à +2,1 % en 2026, avant un retour progressif vers le potentiel de +3 % à moyen terme. Ces perspectives restent toutefois contraintes par la faiblesse de la demande de diamants, le recul de la production d'or,

la hausse des coûts énergétiques et plusieurs freins structurels, dont l'inadéquation des compétences aux emplois. Parmi les risques pesant sur les prévisions, on peut noter l'escalade des tensions au Moyen-Orient, la volatilité des recettes de la SACU, les retards sur les réformes budgétaires ou encore les chocs sanitaires sur le bétail. À l'inverse, les investissements dans le pétrole, le gaz et l'hydrogène vert pourraient soutenir la croissance à long terme.

La banque centrale relève son taux directeur à 6,75 % et revoit à la hausse ses prévisions d'inflation

Le 17 juin, la Banque centrale de Namibie (Bank of Namibia) a relevé son taux directeur de 25 points de base à 6,75 %, marquant son premier resserrement monétaire en trois ans, dans un contexte de pressions inflationnistes accrues liées à la hausse des prix du pétrole. Pour mémoire, l'inflation s'est établie à 4,1 % en mai 2026, contre 3,1 % en avril, son plus haut niveau en 15 mois, portée notamment par les transports (contribution de +1,7 point), le logement et l'énergie (+1,2 point) ainsi que l'alimentation (+0,4 point). La banque centrale justifie ce durcissement par la montée des pressions inflationnistes mondiales et domestiques, malgré l'accord de paix entre les États-Unis et l'Iran, ainsi que par une activité économique modérée et un crédit bancaire atone. Elle revoit également à la hausse sa prévision d'inflation à 4,0 % pour 2026, contre 3,7 % auparavant, en raison principalement de la hausse des prix de l'énergie.

Les États-Unis portent une attention croissante aux ressources stratégiques de la Namibie, notamment l'uranium.

Une délégation américaine menée par le Sous-secrétaire adjoint d'État pour l'Afrique australe Nick Checker et l'ambassadeur des États-Unis en Namibie John Giordano s'est rendue ce mois-ci sur le

projet uranifère de Tumas, développé par Deep Yellow dans la région d'Erongo.

Cette visite s'inscrit dans la stratégie de Washington visant à sécuriser et diversifier ses approvisionnements, dans un contexte de volonté américaine de réduire la domination chinoise des chaînes de valeur des minerais critiques. Cet activisme dans le secteur de l'uranium répond la hausse de la demande en électricité, notamment nucléaire, liée au développement des centres de données et de l'intelligence artificielle. Les Etats-Unis envisagent ainsi d'accroître leurs importations d'uranium namibien et de soutenir le développement de nouvelles capacités de production via des financements et des partenariats industriels.

Cette démarche intervient alors que la Chine occupe déjà une place prépondérante dans le secteur uranifère namibien : les principales mines du pays comptent des participations chinoises et près de 77 % des exportations namibiennes d'uranium sont destinées au marché chinois.

Zimbabwe

Le Zimbabwe sollicite 150 M USD auprès de la BAfD pour accélérer la résolution de son défaut de dette

Le Zimbabwe est en discussions avec la Banque africaine de développement (BAfD) pour obtenir un prêt de 150 M USD, dans le cadre de ses efforts visant à apurer ses arriérés de dette et à sortir de sa situation de défaut, a déclaré le ministre des Finances Mthuli Ncube. Cette démarche s'inscrit dans un plan plus large de mobilisation de 2,5 Md USD auprès de partenaires internationaux, dont le Royaume-Uni, le Japon et l'Allemagne. Le pays, en défaut depuis 1999, est exclu des marchés financiers internationaux et cherche à restructurer environ 23 Md USD de dette. La BAfD, via son mécanisme de soutien aux pays en transition, joue un rôle central dans ce processus de réengagement, ayant déjà accordé une subvention de 4 M USD en mai pour appuyer la stratégie de règlement des arriérés. Selon l'institution, la résolution de ces arriérés constitue une condition clé pour débloquer de nouveaux financements. En parallèle, le Zimbabwe a obtenu en avril 2026 un programme sans financement du FMI (Staff-monitored program – SMP), étape importante vers une normalisation avec les créanciers internationaux, dans un contexte de discussions sur la discipline budgétaire et la restructuration de la dette.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr